

# La Serbie aux portes de l'Union



**Dusan Sidjanski**

Depuis plusieurs années, le gouvernement serbe a entrepris avec détermination les réformes pour répondre aux critères de candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Les progrès constatés dans les rapports de la Commission confirment qu'elle mériterait d'obtenir le statut de candidat. L'avis du Collège doit être rendu au cours de sa réunion du mercredi 12 octobre 2011. Le pronostic est positif, d'autant que la Serbie a tout fait pour respecter les critères de Copenhague et a livré au Tribunal de La Haye Radovan Karadzic, Ratko Mladic et Goran Hadzic. Or, curieusement, ces derniers temps, les actions en force de Pristina ont incité, quel paradoxe, le gouvernement allemand à faire pression sur la Commission pour que le statut de candidat soit refusé à la Serbie.

Ces démarches informelles po-

sent la question générale de l'indépendance de la Commission. Comme l'a affirmé le président Barroso au Parlement européen et à la Fondation Jean Monnet, la Commission doit retrouver et conforter son indépendance. Dans cet esprit, elle est appelée à formuler un avis objectif sur la candidature de la Serbie. Il est évident que l'octroi du statut de candidat contribuera à la poursuite du dialogue entre Belgrade et Pristina, ainsi

**Le renvoi  
de la candidature  
serbe provoquerait  
un bouleversement  
en Serbie  
et dans les Balkans**

qu'à la recherche progressive sous les auspices de l'Union d'une solution: la mise en œuvre de la libre circulation, la fourniture de l'énergie et l'inclusion du Kosovo dans la coopération régionale auraient toutes leurs chances. C'est le scénario d'une Serbie européenne au centre des Balkans.

Par contre, le renvoi de la candidature provoquerait un bouleversement en Serbie et dans les Balkans. Le président Boris Tadic et sa coalition proeuropéenne perdraient, selon toute probabilité, les élections en avril 2012 au profit des radicaux-nationalistes et populistes. C'est le début d'un scénario catastrophe. Il est clair que le refus serait une erreur, voire une faute grave. Il s'ensuivrait la déstabilisation et le recul du régime démocratique et un durcissement à l'égard du Kosovo, pris pour cible. En cas extrême, nous pourrions assister au déclenchement d'une spirale de conflits et de violences. Au-delà, cette vague nationaliste pourrait bien inciter la Republika Srbska à rejoindre la Serbie en faisant éclater la Bosnie-Herzégovine, dont les frontières ont été garanties par le gouvernement du président Tadic. Les répercussions seraient tout aussi nuisibles pour la coopération régionale que menaçantes pour la paix, d'autant qu'il ne faudrait pas exclure un appel à l'aide d'autres pays, dont la Russie. Ce bouleversement s'inscrirait dans un mouvement populiste plus vaste qui corrode la démocratie non seulement dans les Balkans

mais aussi dans certains pays membres de l'Union, dont la Hongrie nous fournit un exemple. A l'instar de la contagion des crises financières, la contagion des mouvements nationalistes populistes fait peser une épée de Damoclès sur les valeurs et les principes fondamentaux de l'Union. La coïncidence de ces deux fléaux pourrait provoquer une crise de la société européenne et susciter des réactions violentes en chaîne.

En conclusion, on s'attend à ce que la Commission rende un avis positif, ouvrant ainsi les portes de l'Union à la Serbie. Par cet acte équitable, elle apporterait son soutien à la poursuite du processus démocratique en Serbie et à la stabilisation et au développement dans cette région, souvent tentée par des aventures nationalistes. Par là même, au lieu de casser l'élan proeuropéen, elle encouragerait le retour d'une Serbie démocratique au sein de l'Europe.

Professeur émérite à l'Université de Genève, conseiller spécial du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.